Les principaux objectifs de CARIBCAN sont donc d'accroître les revenus du commerce et de l'exportation des Antilles du Commonwealth, d'améliorer les perspectives de développement commercial et économique de la région, de favoriser de nouvelles possibilités d'investissement, et d'encourager l'intégration et la coopération économiques à l'intérieur de la région.

Le Canada a négocié des traités sur la double imposition avec la Barbade, le Guyana, la Jamaïque et Trinité et Tobago. Il poursuit actuellement, à titre prioritaire, la négociation de traités sur la double imposition avec plusieurs autres pays de la région.

Franchise de douane

En 1986, le Tarif des douanes du Canada fut modifié de façon à accorder l'admission en franchise aux marchandises des Antilles du Commonwealth. Cette disposition s'applique à la quasi-totalité des marchandises provenant actuellement de cette région et à celles qu'elle pourra exporter à l'avenir. Les pays et entités régionales bénéficiant de cette préférence tarifaire sont les suivants :

Anguilla	Îles Caïmans
Antigua et Barbude	Îles Turques et Caïques
Bahamas	Îles-Vierges-britanniques
Barbade	Jamaïque
Belize	Montserrat
Bermudes	Saint-Christophe-Nevis
Dominique	Saint-Vincent-et-Grenadines
Grenade	Sainte-Lucie
Guyana	Trinité et Tobago

L'admission en franchise au titre de CARIBCAN n'est assujettie à aucune limite de temps. Toutefois, comme l'octroi de la franchise de douane aux marchandises en provenance des Antilles du Commonwealth est contraire aux obligations assumées par le Canada au titre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), le gouvernement canadien a dû obtenir l'assentiment des parties à l'Accord. En novembre 1986, celles-ci lui ont accordé une dispense l'autorisant à mettre en oeuvre les dispositions de franchise de CARIBCAN. Cette dispense vaut jusqu'en 1998 et le Canada devra alors en demander la reconduction.